

L'ANJOU LIBERTAIRE



BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°14 Janvier 2022

ANTIPATRIARCAT
FÉMINICIDES: L'ANNÉE
COMMENCE MAL
LOGEMENT
RÉQUISITION IMMÉDIATE DE TOUS
LES LOGEMENTS VIDES!
ÉDUCATION NATIONALE
À PROPOS DU MOUVEMENT DE
GRÈVE

Jeudi 27 janvier : en grève pour nos salaires !

Depuis maintenant plusieurs mois, en réaction à la crise et à l'inflation, des mouvements de grève pour les salaires se multiplient en France, comme d'ailleurs un peu partout ailleurs dans le monde, y compris dans des entreprises peu habituées à la lutte. Aux alentours d'Angers, on peut citer les mouvements de grève de Guillet et La Toque Angevine dans l'agro-alimentaire, de Constellium dans la métallurgie, d'Eurovia dans le bâtiment, de Décathlon dans le commerce, de la Clinique de l'Anjou dans la santé... Sans oublier bien sûr les mobilisations sectorielles de l'éducation, du social et médico-social ou encore de l'animation.

Localement, ces grèves permettent souvent d'arracher un petit pourcentage ou quelques dizaines d'euros mensuels supplémentaires. C'est une preuve que la lutte paye mais aussi que sans un mouvement plus large, interprofessionnel, on ne peut espérer obtenir des augmentations vraiment significatives. C'est pourquoi nous devons faire en sorte que la journée de grève nationale interprofessionnelle du 27 janvier soit la plus réussie possible.

Si la réussite de telles journées interprofessionnelles est en partie le résultat d'une ambiance qui ne dépend pas des militants et militantes, nous pouvons mettre toutes les chances de notre côté pour rendre ces journées utiles. Il nous faut d'abord mener un long travail de terrain pour développer nos implantations, dans tous les secteurs, dans toutes les localités, sur tous les lieux de travail ... et y former des équipes militantes qui soient capables d'informer sur ce qui se passe ailleurs pour inciter à se battre et propager la mobilisation, qui puissent expliquer l'intérêt de journées interprofessionnelles et mobiliser autour d'elles. Ensuite il nous faut trouver des moyens d'action unitaires, pour que les syndicats de lutte et salarié-es en lutte puissent se coordonner, autour de plateformes revendicatives unitaires. Tout reste à construire pour retrouver le chemin de la victoire. C'est de la responsabilité de chacun et chacune, sur son lieu de travail, dans son quartier.



Appel unitaire

Ne pas tolérer l'intolérable

Ces dernières années, chaque 6 février, les fascistes de l'alvarium avaient pris la mauvaise habitude de déposer une gerbe au pied de la statue de Jeanne d'Arc, avenue du même nom, pour commémorer « leurs morts » : ceux de l'émeute antiparlementaire d'extrême-droite du 6 février 1934, ainsi que l'exécution du collabo antisémite Robert Brasillach le 6 février 1945. Cette cérémonie prenait la forme d'une retraite aux flambeaux réunissant jusqu'à 30 personnes.

Cette date a toujours été d'une grande importance symbolique pour eux/elles. Cette année, l'alvarium (dont la dissolution est suspendue à leur recours auprès du Conseil d'Etat) via son faux-nez du RED (Rassemblement des Etudiants de Droite) cherche à se relancer en réorganisant cette cérémonie puante. Après toutes les violences, les dégradations, les intimidations racistes, sexistes, homophobes, etc., de ces 4 dernières années, il est pour nous hors de question que cet événement ait lieu. Ce serait accepter la résurgence de la menace fasciste sur cette ville.

C'est pourquoi, nous appelons à occuper le terrain ce jour-là, afin de montrer notre détermination à lutter contre l'extrême-droite.

**RDV dimanche 6 février 2022, à 17h,
au pied de la statue de Jeanne d'Arc, avenue Jeanne d'Arc !**

Appel initié par le RAAF et soutenu par l'UCL 49 et de nombreuses organisations et associations.

Agenda

Vendredi 28 et samedi 30 janvier: Weekend Internationaliste

Rencontre-présentation avec des autrices de Nous vous écrivons depuis la révolution - Récits de femmes internationalistes au Rojava (Syllepse) le vendredi 28 janvier à la Bourse du Travail & projection du documentaire Fedayin - le combat de Georges Abdallah en présence du collectif Vacarme(s) le lendemain.

Organisé par: Les Nuits Bleues, Solidaires 49 la Bibliothèque Voltairine et le Réseau angevin antifasciste.
Toutes les infos sur le site des Nuits Bleues.

Social, médico-social: la grève contre la maltraitance

Après la très belle mobilisation du 7 décembre dernier (cf L'Anjou libertaire du mois de décembre dernier) les travailleurs et travailleuses du social et du médico-social étaient de nouveau appelés à la grève et à la mobilisation le 11 janvier dernier. Force est de constater que la détermination est toujours au rendez-vous puisque plus de 700 personnes ont battu le pavé à l'appel de l'intersyndicale SUD, CGT, FO, MEMS (syndicat des étudiant-es du Médico-Social). Pour le moment les patrons et les différentes administrations continuent de faire la sourde oreille. Pourtant la situation dans ce secteur est de plus en plus alarmante. Les institutions sont de plus en plus maltraitantes vis-à-vis des usagers et usagères malgré une mobilisation sans faille des salarié-es. Nous ne sommes pas devins, loin s'en faut, mais nous pouvons gager que les travailleurs et les travailleuses du secteur seront de nouveau au rendez-vous les 27 janvier et 1er février prochain.



 UNION
COMMUNISTE
LIBERTAIRE

ANTIPATRIARCAT
AUTOGESTION

www.unioncommunistelibertaire.org

Féminicides: l'année commence mal

Le 1er janvier dernier une femme, Éléonore, mourrait près de Saumur poignardée par son compagnon. Celui-ci avait pourtant fait l'objet de deux plaintes pour violence. Malgré la violence des faits et ses antécédents, celui-ci a été libéré dans l'attente de son procès. Alors, on le sait bien, la prison ce n'est pas la solution à tout, notamment quand il est question de violences sexistes et sexuelles. Mais le fait que les agresseurs et les assassins soient si facilement libérés interroge sur cette justice patriarcale qui met chaque jour des femmes en danger. La profession exercée par la victime et son assassin (elle était militaire à Fontevraud, lui au Mans) nous démontre une fois de plus que les violences patriarcales ne connaissent ni l'âge, ni la région, ni la profession, ni la classe sociale. Elles touchent les femmes et les minorités de genre dans l'ensemble de la société. Éléonore, inaugurait, pour 2022, la bien trop longue liste des féminicides conjugaux en France (à l'heure où nous écrivons ces lignes déjà sept femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint).

Samedi 22 janvier : manifestation pour le logement à Angers

Ce 22 janvier 2022, cela fera un an à un jour près que le squat de la Grande Ourse, installé au 6 Quai Robert Fèvre à Angers, a été expulsé par les forces de l'ordre sur la demande du propriétaire des lieux, le patron de la chaîne de restaurants La Boucherie. Ce grand bâtiment qui permettait alors de loger des dizaines de personnes pour éviter qu'elles ne dorment dehors, est maintenant vide depuis 1 an, pour le seul intérêt de son propriétaire et alors que les loyers continuent à grimper en flèche et que 200 personnes vivent encore à la rue à Angers.

Face à l'urgence, nous revendiquons notamment le blocage des loyers, la réquisition des logements vides, une taxe dissuasive sur les mètres carrés inoccupés, ou encore l'application réelle de la loi SRU. Mais pour résoudre durablement le problème du logement, il nous faut développer un vaste service public du logement socialisé. Pour cela il nous faudrait exproprier les spéculateurs et socialiser dans chaque commune l'ensemble du parc locatif et des terrains non bâtis, et mettre en place un service public d'attribution de ces logements ainsi que des services publics permettant à toutes et tous un accès aux besoins élémentaires tels que l'énergie, le chauffage, l'eau ... Ces services pourraient être financés par des loyers conçus comme des contributions sociales. L'aménagement urbain pourrait alors faire l'objet d'une planification démocratique qui prendrait en compte les besoins sociaux comme les impératifs écologiques.

Pour que nos revendications puissent aboutir, nous ne pouvons compter que sur nous même. Il faut qu'on les impose et pour cela que nous mettions en place un rapport de force en notre faveur. Il faut donc qu'on s'organise et qu'on lutte. Pour cela nous pouvons investir les collectifs et associations qui agissent sur le front du logement, comme le DAL, ou encore investir ce front avec nos organisations syndicales. Nous pouvons y porter des revendications ambitieuses et y favoriser l'auto-organisation des locataires, des mal-logé-es et des sans-logis. Les actions directes de réquisition, articulées avec des revendications sur des droits nouveaux pour toutes et tous, participent largement à créer ce rapport de force dont nous avons besoin. C'est ce que fut la Grande Ourse à Angers, et c'est, on l'espère, ce que seront les futures réquisitions de nos villes.



Mouvement de grève dans l'éducation nationale

Le jeudi 13 janvier, malgré un appel poussif et tardif des syndicats réformistes, les enseignant-es se sont fortement mobilisé-es. En effet, selon les secteurs, ce sont près de 50 à 60 % de grévistes qui se sont rassemblé-es pour dénoncer la détérioration des conditions de travail vécue depuis plusieurs années dans l'éducation et bien-sûr la gestion catastrophique de la crise sanitaire par le ministre Blanquer.

Réuni-es en AG à Angers, une centaine de grévistes, ont fait remonter de nombreuses revendications : hausse générale des salaires, mise en place d'un vrai statut pour les AESH et les AED, diminution des effectifs par classe... Suite à cette AG, la moitié des participants et participantes se sont engagé-es, sous la pression de la FSU et de FO, à continuer, à minima, la grève pendant la semaine du 17 au 21 janvier alors qu'une majorité des participant-es avaient voté la construction d'une grève reconductible dès le mardi 18 janvier.

Encore une fois, la FSU et FO ont prouvé à l'ensemble des enseignant-es, AESH, AED que leur implication dans le combat syndical et unitaire n'était que de façade puisqu'ils sont allés à l'encontre de leurs propres décisions, et de celle de l'AG des grévistes, en retirant l'appel à la grève voté le 13 janvier. Résultat, les journées de mobilisation du 18 et du 20 janvier ont été des échecs avec seulement quelques dizaines de personnels mobilisé-es.

En attendant, le gouvernement continue sa casse systématique du service public (éducation, santé, transports...). La journée interprofessionnelle du 27 janvier peut être une excellente occasion de se mobiliser massivement contre cette politique ultra-libérale. En espérant que le contexte électoral (présidentiel et syndical) ne calme pas les ardeurs de nos « syndicalistes » préféré-es.

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org

Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net

Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](#) [diaspora](#) et [instagram](#)!

S'informer

